**FELOUZIS Georges & HANHART Siegfried (dir.).
*Gouverner l'éducation par les nombres ? Usages, débats
et controverses***

Bruxelles : De Boeck, 2011, 232 p.

Marie Duru-Bellat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3613>

DOI : 10.4000/rfp.3613

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2012

Pagination : 139-141

ISBN : 978-2-84788-372-5

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

Marie Duru-Bellat, « FELOUZIS Georges & HANHART Siegfried (dir.). *Gouverner l'éducation par les nombres ? Usages, débats et controverses* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 178 | janvier-mars 2012, mis en ligne le 21 septembre 2012, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/3613> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.3613>

l'orientation (voulue mais aussi effective) des élèves vers l'enseignement supérieur, en soulignant l'importance des ressources que l'organisation mobilise dans la construction et la réalisation des vœux individuels d'orientation. Plus généralement, l'identification organisationnelle est appelée à jouer un rôle croissant dans l'analyse des inégalités de parcours scolaires à mesure que les établissements sont incités à développer des stratégies de distinction, et que leurs directions en intègrent les effets dans leur propre régulation.

Désormais porteuse d'enjeux stratégiques, la construction des identités au sein du collectif scolaire s'accompagne de jeux de pouvoir et d'autorité. Le dernier chapitre explore donc, à partir de la distinction de Lawrence (2009), les deux dimensions du *contrôle* qu'exerce l'organisation sur ses membres, et de l'*entrepreneuriat* institutionnel qui définit l'ensemble des ressources mises en œuvre par une organisation pour promouvoir la légitimité de ses pratiques. La première dimension repose aujourd'hui sur les classements, palmarès et autres *rankings* : ces techniques de comparaison et de hiérarchisation des performances mesurées par le truchement d'indicateurs transforment les pratiques et les identités locales parce qu'elles induisent un double processus de normalisation des régulations et de surveillance mutuelle des résultats. Elles s'accompagnent inévitablement de résistances, soit que la pression institutionnelle est tenue à distance, soit que l'organisation l'instrumentalise en profitant de sa dynamique pour transformer à sa guise certaines caractéristiques identitaires. La force du contrôle institutionnel dépend cependant des modes locaux d'organisation du travail et du type de relation sociale à l'œuvre au sein des établissements : c'est ce que montre en particulier l'étude de Draelants (2009) sur la politique de lutte contre le redoublement en Belgique francophone. Constituée par l'entrepreneuriat, la seconde dimension renvoie à la capacité de l'organisation à susciter une coopération entre ses membres dans le but de reproduire un ensemble de règles et d'identités stabilisées. Une seconde enquête de Coburn (2009) sur la mise en œuvre d'une réforme des apprentissages de la lecture en Californie permet de distinguer trois processus dans ce travail de légitimation : la direction des écoles sélectionne l'information en adéquation avec sa représentation du nouveau référentiel des apprentissages ; elle influence les représentations de la réforme qu'expriment les enseignants ; enfin elle oriente les activités de développement professionnel, en jouant des relations asymétriques entre groupes d'enseignants. Une perspective majeure de la sociologie des établissements scolaires consisterait alors à « comprendre comment interagissent les jeux politiques internes et le positionnement externe et statutaire des organisations dans les rapports inter-organisationnels », c'est-à-dire à éclairer l'articulation entre entrepreneuriat et contrôle.

Exigeant dans la perspective théorique qu'il choisit de développer, cet ouvrage s'affirme comme une réflexion notionnelle bien documentée à propos des différentes dimensions de l'identité organisationnelle dans le champ scolaire. Le renouvellement des régulations éducatives depuis les années quatre-vingt a renforcé la place de l'établissement comme composante des politiques scolaires : *L'identité des établissements scolaires* ne se contente pas de prendre acte des nouveaux référentiels à l'œuvre, mais propose de recomposer la grille de lecture sociologique en puisant dans le corpus des travaux d'analyse organisationnelle, jusqu'ici peu sollicités par les sociologues de l'éducation. Il reste certes prudent face aux connaissances produites par les sciences de gestion, dont le statut épistémologique s'annonce à tout le moins « hybride ». Mais cette prudence n'empêche pas de prendre acte d'une littérature (majoritairement anglo-saxonne) volumineuse, stabilisée depuis une vingtaine d'années, dont les apports au développement d'une réflexion sur l'articulation entre dynamique d'organisation et logique institutionnelle ne sont désormais plus à prouver.

Hélène Buisson-Fenet
ENS de Lyon, Triangle

BIBLIOGRAPHIE

- BARRÈRE A. (2006). *Sociologie des chefs d'établissement. Les managers de la République*. Paris : PUF.
- COBURN C. (2009). « Framing the problem of reading instruction: Using frame analysis to uncover the microprocesses of policy implementation in schools ». *American Educational Research Journal*, vol. 43, n° 3, p. 343-379.
- DRAELANTS H. (2009). *Réforme pédagogique et légitimation. Le cas d'une politique de lutte contre le redoublement*. Bruxelles : De Boeck.
- LAWRENCE T. (2009). « Power, institutions and organizations ». In R. Greenwood, C. Oliver, R. Suddaby & K. Sahlin-Anderson (dir.), *The Sage handbook of organizational institutionalism*. Thousand Oaks : Sage.
- MAGUIRE M., PERRYMAN J., BALL S. & BRAUN A. (2011). « The ordinary school. What is it? » *British Journal of Sociology of Education*, vol. 32, n° 1, p. 1-16.

FELOUZIS Georges & HANHART Siegfried (dir.). *Gouverner l'éducation par les nombres ? Usages, débats et controverses*. Bruxelles : De Boeck, 2011, 232 p.

Doté d'un statut incertain – entre revue et ouvrage –, ce volume dirigé par un sociologue (Felouzis) et un économiste (Hanhart), tous deux professeurs à l'Université de Genève et spécialistes des questions d'éducation, a pour titre une question (im)pertinente : « Gouverner l'éducation par les nombres ? » Est-ce bien raisonnable, dira-t-on volontiers

en France, tant chez les chercheurs que parmi le grand public ? Pourtant personne ne peut nier que l'évaluation – et une évaluation souvent « armée » par des nombres – est à présent au cœur des politiques publiques en général et de l'éducation en particulier. Mais comment sont construites ces évaluations et comment sont-elles utilisées ? Cette double question relève pleinement des sciences sociales et, qui plus est, ne peut-on considérer « que l'évaluation et les sciences sociales ne font après tout qu'une seule et même chose », comme se demandent les deux directeurs de l'ouvrage dans une longue introduction ? Suit une discussion documentée, qui frappe par sa neutralité dans un domaine – l'évaluation en éducation – où les ouvrages parus jusqu'alors étaient traversés par de fortes tensions entre les « pour » et les « contre » (cf. pour prendre un exemple récent l'ouvrage publié également chez de Boeck par Mottier et Crahay, et intitulé *L'évaluation en tension*). Une première originalité de l'ouvrage est donc sa tonalité en quelque sorte apaisée, ce qui ne veut pas dire que les « tensions » de l'évaluation y sont évacuées. Mais, notamment du fait des enjeux sociaux et politiques de l'évaluation, l'accent va être mis sur les conditions (méthodologiques) de sa « fabrication » et de son utilisation. En amont, ceci exige de définir ce dont on parle, notamment les notions d'efficacité et d'équité, ce qui n'est en aucun cas évident (en particulier, la distinction entre efficacités externe et interne est clairement présentée) ; en aval, on pourra au terme de cette démarche mieux comprendre les effets des évaluations elles-mêmes.

Ayant ainsi exposé le cadre et les visées de l'ouvrage, les deux directeurs présentent ensuite rapidement les différentes contributions, au nombre de neuf ; une critique mineure est que, peut-être, dans un ouvrage collectif consistant de ce type, le lecteur s'y retrouverait mieux si les différentes contributions étaient regroupées en parties plus homogènes, dotées d'une introduction. Mais ici le lecteur est mis en appétit et c'est sans doute l'essentiel. Il serait fastidieux de reprendre une à une les contributions, de fait variées, entre des textes très généraux et d'autres qui présentent des recherches empiriques originales, émanant de collègues français, belges ou suisses. Assumons donc une sélection subjective !

L'Université est assez souvent négligée par les recherches en éducation pour que l'attention soit accrochée par le texte de Paradeise et Thoenig sur la manière dont, dans un contexte de concurrence croissante, les établissements d'enseignement supérieur s'efforcent de se placer au mieux dans les multiples classements. La thèse présentée ici est que les établissements ne vont pas forcément jouer tous les mêmes cartes, certains jouant la carte de l'excellence, d'autres celle du prestige. Les auteurs élaborent sur cette base une typologie des stratégies possibles, mais le lecteur reste un peu sur sa faim car, s'agissant semble-t-il d'une recherche en cours, la typologie reste pour l'heure abstraite... mais prometteuse, et on attend

de savoir comment les universités vont se positionner dans ce nouveau cadre non forcément gage, comme on le spéculait trop rapidement, d'uniformité. On découvre par d'autres textes (notamment celui de Maroy et Mangez) comment les politiques éducatives et leurs corrélats en termes d'évaluation s'inscrivent dans des « catégories cognitives et normatives » qui évoluent, et pèsent autant que les problèmes objectifs auxquels ces politiques entendent explicitement s'attaquer. On peut ainsi parler d'un nouveau paradigme, dominé par une conception de l'école comme « système de production », dont il reste à prouver empiriquement, au-delà des concepts mobilisés, qu'il s'oppose frontalement, comme le suggèrent après d'autres les auteurs, à une conception de l'école comme institution. N'est-ce pas faire injure à cette dernière que d'avoir l'air de penser que toute notion d'efficacité, de qualité et de mesure des résultats lui étaient étrangères ?... Toujours est-il que la recherche se doit d'explorer par le menu ce qu'un changement de paradigme « sur le papier » entraîne comme changements dans le fonctionnement effectif de l'école, ce que proposent également d'autres textes.

L'ouvrage présente par ailleurs plusieurs contributions sur les usages des évaluations par le politique. Usage à la limite de la mauvaise foi, suggèrent courageusement Bressoux et Lima à propos de l'effet de la taille des classes : alors que la recherche en éducation s'en est longtemps tenue au constat selon lequel la taille de la classe n'affectait guère les acquisitions des élèves, ils présentent une enquête inédite passionnante montrant que l'effet bénéfique d'une réduction de la taille des classes a été jusqu'alors sous-estimé car on ne tenait pas compte des caractéristiques des maîtres affectés aux classes de petite taille (souvent moins expérimentés). Or la capacité des maîtres à faire progresser les élèves, notamment les plus faibles, est aussi liée à leur ancienneté : « deux années d'expérience supplémentaires de leur enseignant au CP dépassent l'effet d'un élève en moins par classe ». Un possible arbitrage existe donc, mais pour les pouvoirs publics en quête d'économie, on s'en tient aux travaux plus anciens ! Au-delà des pistes qu'elles suggèrent en termes de discrimination positive (cibler la réduction de la taille des classes sur les publics les plus fragiles, pour suivre les résultats de Bressoux et Lima), les évaluations standardisées pourraient faire l'objet d'une utilisation tout autre, dès lors qu'elles s'avèrent moins marquées par des biais sociaux que les notes courantes (comme le souligne Ramirez). Sans doute, mais dans l'immédiat, Mons et Crahay concluent plutôt à un usage modéré de ces évaluations, avant tout pour « déporter les responsabilités de l'action publique du niveau central vers le local » tandis que, sur des bases empiriques, Barrère, et Cattonar et Lessard pour le Canada, montrent comment du point de vue des chefs d'établissement on perçoit parfaitement ce glissement de la chaîne du commandement vers le bas... en l'occurrence vers eux, ce qui n'est pas pour leur déplaire, « son de cloche » assez original !

Original aussi est le texte émanant de l'économiste de l'éducation Falter, certes un peu décalé par rapport au reste de l'ouvrage, parce que centré sur la valeur pronostique des évaluations standardisées eu égard à l'insertion des jeunes sur le marché du travail. Il part d'un constat assis sur les données PISA, qui interroge la notion même d'efficacité interne ou externe de l'école : la Finlande, bon élève au vu des performances de ses élèves, l'est bien moins en termes d'efficacité externe puisque le taux de chômage des jeunes y est supérieur à la moyenne de l'OCDE. Et effectivement, les compétences appréhendées par PISA ne permettent pas de pronostiquer de manière fiable le devenir professionnel des jeunes (sauf dans les cas extrêmes), sans doute parce que des compétences « non cognitives » non mesurées comme certaines attitudes (confiance en soi par exemple) interviennent, mais aussi parce que tout ce qui prend place après la formation initiale (la formation en cours de vie active en premier lieu) est au total plus important que le bagage scolaire mesuré à 15 ans, ce que l'école et ses acteurs ont, de par leur position, tendance à oublier !

Si ce livre apparaît donc novateur sur certains points, on y retrouve aussi des débats plus classiques, toujours ouverts, tels que la question des rapports entre science et expertise (discutée notamment dans le texte de Solaux, Huguenin, Payet et Ramirez à propos de l'enseignement primaire genevois). Cet ensemble, certes un peu hétéroclite, illustre les multiples manières d'aborder la question de l'évaluation en éducation, de manière théorique en s'ouvrant aux sciences politiques, ou de manière plus empirique, ce dont les politiques ont encore plus besoin.

Marie Duru-Bellat
Institut d'études politiques de Paris, OSC
et université de Bourgogne, IREDU

JACQUET-FRANCILLON François, d'ENFERT Renaud & LOEFFEL Laurence. *Une histoire de l'école. Anthologie de l'éducation et de l'enseignement en France, XVIII^e-XX^e siècle*. Paris : Retz, 2010, 1056 p.

Si l'anthologie est un genre florissant, cet ouvrage vient occuper une place laissée jusque-là vacante. Il ne s'agit ni d'un recueil exhaustif de textes officiels relatifs à tel ou tel objet, ni d'une anthologie littéraire fleurant bon l'encrier. Le propos est différent : donner la parole aux divers acteurs du champ éducatif, du plus modeste au plus prestigieux, pour restituer leur « univers de pensée et d'action » (p. 11) et son évolution du XVIII^e siècle à nos jours. Après un bref avant-propos, l'ouvrage s'ouvre sur une introduction d'une vingtaine de pages qui retrace la genèse du système et des pratiques d'éducation actuels, décrit les formes prises par

la dynamique éducative et scolaire et présente les idéaux et les espérances, hérités du XVIII^e siècle, qui continuent d'inspirer les acteurs contemporains du champ éducatif. Vient ensuite la première partie, composée de quarante notices de synthèse (340 pages en tout), regroupées en quatre thèmes : « L'éducation et l'enseignement dans la société moderne », « Champs et institutions de l'éducation et de l'enseignement », « Formes et dispositifs de l'enseignement » et « L'enseignement scolaire et ses contenus ». Ces notices servent de cadre introductif aux textes de l'anthologie, qu'elles rattachent à quelques grandes problématiques. La seconde partie (plus de 630 pages) présente ces quelque 200 textes dans l'ordre chronologique. L'ensemble est complété par une série d'index.

L'ouvrage s'illustre par la rigueur, la richesse et l'ingéniosité de son dispositif. Les textes sont précédés d'une brève introduction qui les situe dans leur contexte ; les références sont précises et les coupes systématiquement signalées. Chaque notice thématique est munie d'une bibliographie complémentaire comportant une dizaine de références. Un système de renvoi – très commode grâce à l'utilisation judicieuse des marges et des hauts de page – facilite la circulation des notices de synthèse vers l'anthologie et vice versa. La rédaction des notices et la sélection des textes ont mobilisé vingt-six chercheurs, sollicités en fonction de leur compétence sur telle ou telle question. Pour cette raison même, les unités formées par une notice de synthèse et les textes auxquels elle se rapporte fonctionnent de manière un peu autarcique : les renvois entre notices de synthèse sont assez rares, ce qui pourrait donner l'image, trompeuse, de domaines cloisonnés. Certaines notices de portée plus générale – celle intitulée « La culture scolaire », par exemple –, les index des thèmes et des personnes, ainsi que les repères chronologiques permettent cependant aux lecteurs d'opérer de nouveaux rapprochements, et d'inventer leurs propres parcours de lecture. Plus qu'un livre à lire d'une traite, c'est donc un outil de travail très maniable qui rendra sans doute de grands services aux enseignants-chercheurs et aux étudiants.

L'ouvrage est centré sur l'éducation en France, du XVIII^e siècle à nos jours. Ce découpage chronologique est implicitement justifié dans l'introduction : il ne s'agit pas de ressusciter des représentations et des réalités qui nous seraient devenues entièrement étrangères, mais bien de rechercher dans le passé l'origine des conceptions, des institutions et des pratiques contemporaines. Les quatre premiers textes de l'anthologie élargissent la perspective aux XVI^e et XVII^e siècles, assouplissant une frontière difficile à tenir pour l'enseignement secondaire. L'anthologie s'ouvre ainsi sur deux extraits du *Ratio studiorum*, qui plongent le lecteur dans la minutieuse organisation pédagogique des